

Un régime alimentaire dicté par l'État ? Non, merci.

30.05.2014

D'un coup d'oeil

Sous prétexte d'introduire un « standard de qualité pour l'industrie agro-alimentaire suisse », des groupements prétendant protéger les consommateurs et le paysage réclament une fois de plus des interventions de l'État. Cela n'augure rien de bon. Un réel problème est en train de se former dans le domaine agroalimentaire. Celui-ci est même tridimensionnel. Premièrement, le lobby des paysans a lancé une initiative parlementaire demandant que les denrées alimentaires soient exclues du principe du Cassis-de-Dijon. En cas d'acceptation, les produits européens qui ne satisfont plus complètement les prescriptions suisses ne pourraient plus être importés. Deuxièmement, l'initiative « Fair food », lancée récemment par les Verts, propose de promouvoir les denrées alimentaires « saines, produites dans le respect de l'environnement et dans des conditions de travail équitables ». Pour ce faire, elle préconise d'ériger des barrières supplémentaires contre les produits qui n'entrent pas dans ce schéma. Et, troisièmement, l'Union suisse des paysans entend lancer, en juillet, une initiative ayant une orientation similaire : cloisonner le marché pour soi-disant maximiser le degré d'auto-provisionnement.

J'achète volontiers des denrées alimentaires suisses saines, de haute qualité et produites de façon durable. Le problème n'est pas là. En tant que consommateur responsable, je choisis moi-même les produits que j'achète et apprécie aussi des produits qui me plaisent sur le plan gustatif, mais ne satisfont pas totalement les normes helvétiques. Le problème réside dans l'esprit protectionniste et paternaliste de ces trois initiatives : elles demandent un cloisonnement ou un pilotage étatique de l'offre de denrées alimentaires sur la base de motivations idéologiques. Elles sont profondément anti-libérales et défavorables à la concurrence. Elles entraîneraient une réduction de l'offre de produits et des hausses de prix. Pourtant, on pourrait toujours acheter tous les autres produits de l'autre côté de la frontière, à quelques kilomètres de chez nous. Elles nous inciteraient donc à faire du tourisme d'achat.

En conclusion, ces trois initiatives sont totalement inappropriées. C'est sur un marché ouvert à la concurrence que l'agriculture suisse, axée sur la qualité, a les meilleures chances de s'épanouir. Elle n'a pas besoin d'un protectionnisme étatique accru.